



FUNDACIÓ
GALA-SALVADOR DALÍ



© Salvador Dalí, Fundació Gala-Salvador Dalí, Figueres, 2004

Núm. cat. P 68

Cadaqués

Date:	c. 1921
Technique:	Huile sur toile
Dimensions:	41.5 x 52 cm
Signature:	Signé, postérieurement, dans l'angle inférieur gauche: <i>Dalí</i>
Localisation:	Collection Masaveu, Oviedo



Provenance

- Lluís Pujols
- Mariano Espinal, Barcelone
- Collection Succession Mariano Espinal, Barcelone
- Vendu aux enchères chez Edmund Peel & Asociados, Madrid, le 24 mars 1992

Expositions

- 2011, Florencia, Palazzo Strozzi, *Picasso, Miró, Dalí. Giovani e arrabbiati: la nascita della modernità*, 12/03/2011 - 17/07/2011, num. cat. 2.9

Bibliographie

- Robert Descharnes, Gilles Néret, *Salvador Dalí, 1904 -1989*, Benedikt Taschen, Köln, 1994, p. 28-29
- Rafael Santos Torroella, *El Primer Dalí, 1918-1929 : catálogo razonado*, IVAM Institut Valencià d'Art Modern, Generalitat Valenciana. Conselleria de Cultura, Educació i Esport, Publicaciones, [València], [València], [Madrid], 2005, p. 80
- *Picasso, Miró, Dalí. Giovani e arrabbiati: la nascita della modernità*, Skira, Milano, 2011, p. 97, p. 201

Gestion de droits d'auteur

Les droits de propriété intellectuelle des œuvres de Salvador Dalí et, par conséquent, de celles qui sont reproduites sur ce site, sont propriété de l'État Espagnol, cédés en exclusivité à la Fondation Gala-Salvador Dalí.

En conformité avec la législation en vigueur sur la propriété intellectuelle, la reproduction (totale ou partielle), la distribution, la transformation, la communication publique, la mise à disposition interactive, ainsi que toute autre forme d'exploitation, par tout moyen, des œuvres figurant sur ce site sont interdits.

Toute exploitation des œuvres de Salvador Dalí doit obligatoirement faire l'objet d'une demande préliminaire auprès de VEGAP (91 532 66 32/ 93 201 03 31) www.vegap.es et reste soumise à l'obtention de la licence correspondante. Toute infraction à l'égard des droits de propriété intellectuelle des œuvres de Salvador Dalí sera poursuivie, conformément à la législation en vigueur.